



**ERRATUM**

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-  
culturel de la Communauté française et germa-  
nophone et de la Région wallonne**

**CCT n° 152799/CO/329.02  
du 17/06/2019**

Correction du texte français :

- A l'article 3, le second tiret doit être corrigé comme suit : « Pour les travailleurs affectés à la mission visée à l'article 2 de la présente **convention** pour une durée inférieure à 11 semaines au total au cours de la période du 1er janvier 2018 au 30 septembre 2018. »
- L'article 6, doit être corrigé comme suit : « Sans préjudice de l'article 7 de la présente convention, le montant des primes exceptionnelles visées à l'article 4 est payé aux travailleurs dès le versement des subventions par l'APEF en exécution du marché public attribué en date du 22 novembre 2018 et au plus tard avant le 30 juin **2019**. »

Correction du texte néerlandais :

- L'article 7 doit être corrigé comme suit : « De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen verkregen in deze collectieve arbeidsovereenkomst (...) bestemd om het bedrag van de premie en de betreffende werkgeverslasten te dekken zijn verplichtingen die voortvloeien uit de overheidsopdracht toegewezen op datum van 22 november **2018** door de COCOF ten volle uitvoert. »

**Décision du**

**ERRATUM**

**Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest**

**CAO nr. 152799/CO/329.02  
van 17/06/2019**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- Artikel 3, tweede streepje moet als volgt verbeterd worden : moet als volgt verbeterd worden : « Pour les travailleurs affectés à la mission visée à l'article 2 de la présente **convention** pour une durée inférieure à 11 semaines au total au cours de la période du 1er janvier 2018 au 30 septembre 2018. »
- Artikel 6 moet als volgt verbeterd worden : « Sans préjudice de l'article 7 de la présente convention, le montant des primes exceptionnelles visées à l'article 4 est payé aux travailleurs dès le versement des subventions par l'APEF en exécution du marché public attribué en date du 22 novembre 2018 et au plus tard avant le 30 juin **2019**. »

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 7 moet als volgt verbeterd worden : « De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen verkregen in deze collectieve arbeidsovereenkomst (...) bestemd om het bedrag van de premie en de betreffende werkgeverslasten te dekken zijn verplichtingen die voortvloeien uit de overheidsopdracht toegewezen op datum van 22 november **2018** door de COCOF ten volle uitvoert. »

**Beslissing van**

13 -02- 2020

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel des  
Communautés française et germanophone et de la Région wallonne**  
**[SCP 329.02]**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 17 JUIN 2019 INSTAURANT  
UNE PRIME UNIQUE AUX TRAVAILLEURS EN EXECUTION DE  
L'ACCORD NON MARCHAND 2018 EN COMMISSION COMMUNAUTAIRE  
FRANCAISE POUR LE SECTEUR DE L'INSERTION SOCIO-  
PROFESSIONNELLE**

Vu l'accord du non marchand du 17 juillet 2018, entre le Collège de la Commission communautaire française, le Collège de la Commission communautaire commune et les représentants des travailleurs et des employeurs, destiné à améliorer les conditions de travail des travailleurs ainsi qu'à favoriser la création d'emploi ;

Vu le marché attribué en date du 22 novembre 2018 par la Commission Communautaire Française à l'association paritaire pour l'emploi et la formation (APEF) confiant à cette dernière la gestion de la prime unique 2018 aux travailleurs des secteurs non-marchand de la Commission communautaire française.

**CHAPITRE I<sup>ER</sup> : CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1<sup>er</sup> Employeurs**

Cette convention s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne

- tels que définis et agréés par la Commission communautaire française via le Décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances de demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle et
- ayant une convention de partenariat avec ACTIRIS telle que prévue par les Arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 1991 autorisant ACTIRIS à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.

**Art. 2 Travailleurs**

§1. Par "travailleurs", on entend les ouvriers et les employés, masculins et féminins affectés à des projets d'insertion socioprofessionnelle tels que définis par le Décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995.

Dans les Missions locales, sont concernés, outre le personnel énoncé ci-dessus :

- les travailleurs affectés aux missions de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkwinkels »
- les encadrants des programmes de transition professionnelle ainsi que

- le personnel des ateliers de recherche active d'emploi.

§2. Sont exclus du champ d'application :

- les travailleurs affectés à des missions relevant d'un autre agrément et bénéficiant des avantages relevant d'un accord non-marchand d'une autre entité fédérée,
- les travailleurs affectés à des missions d'économie sociale d'insertion auprès d'employeurs agréés en vertu de l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'agrément et au financement des initiatives locales de développement de l'emploi et des entreprises d'insertion.

## CHAPITRE II : PRINCIPE

### Art. 3.

Pour l'année 2018, il est octroyé une prime exceptionnelle aux travailleurs définis à l'art. 2 occupés dans le cadre d'un contrat de travail pour tout ou partie de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 septembre 2018.

Cette prime sera calculée et versée selon les modalités définies dans la présente convention.

- La prime n'est pas due pour les travailleurs dont le contrat de travail a couvert une durée inférieure à 11 semaines consécutives auprès d'un même employeur au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 septembre 2018.
- Pour les travailleurs affectés à la mission visée à l'article 2 de la présente <sup>convention</sup> pour une durée inférieure à 11 semaines au total au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 septembre 2018.

## CHAPITRE III : MONTANT ET MODALITES DE CALCUL

### Art. 4.

Le travailleur visé à l'article 2 occupé à temps plein pendant toute la période de référence visée à l'article 3 bénéficie d'une prime d'un montant brut de 500 euros.

### Art. 5.

§1. Le montant de la prime visée à l'article 4 est calculé au prorata :

- du taux d'occupation du travailleur durant la période de référence visée à l'article 3,
- du régime de travail du travailleur par rapport au régime de travail d'un travailleur occupé à temps plein dans l'institution.

Ces conditions sont cumulatives.

§2. Sont assimilées à une période d'occupation au sens du paragraphe 1 du présent article :

- La période d'absence couverte par une rémunération garantie en raison d'une maladie ou d'un accident d'origine non professionnelle;
- La période d'absence donnant droit au paiement d'une rémunération de la part de l'employeur (à titre d'exemple : petits chômage, la totalité des jours de vacances annuelles de l'employé même si l'employeur n'en rémunère qu'une partie...);
- La période de vacances annuelles pour les ouvriers;

- La période d'absence liée au repos pré ou post natal telle que visée au chapitre 4 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ainsi que le congé de paternité.

#### **CHAPITRE IV : MODALITES DE LIQUIDATION**

##### **Art. 6.**

Sans préjudice de l'article 7 de la présente convention, le montant des primes exceptionnelles visées à l'article 4 est payé aux travailleurs dès le versement des subventions par l'APEF en exécution du marché public attribué en date du 22 novembre 2018 et au plus tard avant le 30 juin, 2019.

#### **CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES**

##### **Art. 7.**

Les parties conviennent explicitement que les avantages obtenus dans la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement de la Commission communautaire française exécute pleinement la mesure transitoire visée au point D (prime unique 2018) de l'accord du non marchand conclu en date du 18 juillet 2018 et que l'opérateur paritaire chargé par lui de récolter les données des employeurs et travailleurs, calculer et verser le montant de la subvention destinée à couvrir le montant de la prime et les charges patronales y afférentes exécute pleinement ses obligations résultant du marché public attribué en date du 22 novembre 2018 par la COCOF.

##### **Art. 8.**

L'organe de concertation interne recevra un cadastre des travailleurs exclus du bénéfice de la prime en application de l'article 2 §2 et des critères justifiant l'exclusion.

#### **CHAPITRE VI : DUREE DE VALIDITE**

##### **Art. 9.**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle est conclue pour une durée déterminée et cesse de produire ses effets le 31 octobre 2019.

## **Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest (PSC 329.02)**

### **COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 17 JUNI 2019 TOT INVOERING VAN EEN EENMALIGE PREMIE AAN DE WERKNEMERS TER UITVOERING VAN HET NON-PROFITAKKOORD IN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VOOR DE SECTOR VAN DE SOCIO-PROFESSIONELE INSCHAKELING**

Gelet op het akkoord van de non-profit van 17 juli 2018, tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie, het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de vertegenwoordigers van de werknemers en van de werkgevers ter verbetering van de arbeidsvoorwaarden van de werknemers alsook ter bevordering van de tewerkstellingscreatie;

Gelet op de opdracht die op datum van 22 november 2018 door de Franse Gemeenschapscommissie werd toegewezen aan de "Association paritaire pour Emploi et la Formation (APEF)" waarbij aan deze laatste het beheer werd toevertrouwd van de eenmalige premie 2018 aan de werknemers van de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie.

#### **HOOFDSTUK I — TOEPASSINGSGEBIED**

##### **Artikel 1: Werkgevers**

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franse en Duitstalige Gemeenschap en van het Waalse Gewest

- zoals bepaald en erkend door de Franse Gemeenschapscommissie door het Decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laag geschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling en
- die een partnerschapsovereenkomst hebben met ACTIRIS zoals bepaald door de Besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 27 juni 1991 houdende machtiging voor ACTIRIS tot het sluiten van partnerschapsovereenkomsten ter vergroting van de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling

##### **Art. 2. Werknemers**

§1. Onder "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden verstaan die zijn aangesteld voor projecten voor socio-professionele inschakeling zoals bepaald door het Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995.

Bij de "Missions locales" zijn betrokken, bovenop het personeel dat hierboven is vermeld:

- de werknemers aangesteld voor de opdrachten van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de "missions locales pour l'emploi" en van de "lokale werkwinkels"
- de begeleiders van de doorstromingsprogramma's alsook
- het personeel van de ateliers actief zoeken naar werk.

Artikel 2§2 – uitgesloten van het toepassingsgebied:

- de werknemers aangesteld voor opdrachten die vallen onder een andere erkenning en die voordelen genieten die vallen onder een non-profitakkoord van een andere gefedereerde entiteit.
- de werknemers aangesteld voor opdrachten inzake sociale inschakelingseconomie bij werkgevers erkend krachtens de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de erkenning en de financiering van de plaatselijke initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid en de inschakelingsondernemingen.

## **HOOFDSTUK II: PRINCIPE**

### **Art. 3.**

Voor het jaar 2018 wordt een uitzonderlijke premie toegekend aan de werknemers bepaald in art. 2 tewerkgesteld in het kader van een arbeidsovereenkomst voor geheel of een deel van de periode van 1 januari 2018 tot 30 september 2018.

Deze premie zal worden berekend en gestort volgens de modaliteiten bepaald in deze overeenkomst.

- De premie is niet verschuldigd voor de werknemers van wie de arbeidsovereenkomst betrekking had op een duur van minder dan 11 opeenvolgende weken bij eenzelfde werkgever in de loop van de periode van 1 januari 2018 tot 30 september 2018.
- Voor de werknemers aangesteld voor de opdracht bedoeld in artikel 2 van deze overeenkomst voor een duur van minder dan 11 weken in totaal in de loop van de periode van 1 januari 2018 tot 30 september 2018.

## **HOOFDSTUK III: BEDRAG EN BEREKENINGSMODALITEITEN**

### **Art. 4.**

De werknemer bedoeld in artikel 2 die voltijds tewerkgesteld is tijdens de volledige referentieperiode bedoeld in artikel 3 geniet een premie van een brutobedrag van 500 euro.

### **Art. 5.**

§1. Het bedrag van de premie bedoeld in artikel 4 wordt berekend naar rato:

- van de tewerkstellingsgraad van de werknemer gedurende de referentieperiode bedoeld in artikel 3,
  - van de arbeidsregeling van de werknemer ten opzichte van de arbeidsregeling van een werknemer die voltijds tewerkgesteld is in de instelling.
- Deze voorwaarden zijn cumulatief.

§2. Worden gelijkgesteld met een tewerkstellingsperiode in de zin van paragraaf 1 van dit artikel:

- De afwezigheidsperiode gedekt door een gewaarborgd loon omwille van een ziekte of een ongeval dat geen arbeidsongeval is;
- De afwezigheidsperiode die recht geeft op de betaling van een loon vanwege de werkgever (bijvoorbeeld: kort verzuim, de totaliteit van de jaarlijkse vakantiedagen van de bediende zelfs als de werkgever er slechts een gedeelte van betaalt...);
- De jaarlijkse vakantieperiode voor de arbeiders;
- De periode van afwezigheid in het kader van pre- of postnataal verlof zoals bedoeld in hoofdstuk 4 van de arbeidswet van 16 maart 1971 alsook het vaderschapsverlof.

#### **HOOFDSTUK IV: VEREFFENINGSMODALITEITEN**

##### **Art. 6.**

Zonder afbreuk te doen aan artikel 7 van deze overeenkomst wordt het bedrag van de uitzonderlijke premies bedoeld in artikel 4 aan de werknemers betaald zodra de subsidies worden gestort door de APEF ter uitvoering van de overheidsopdracht toegewezen op datum van 22 november 2018 en uiterlijk vóór 30 juni 2019.

#### **HOOFDSTUK V: DIVERSE BEPALINGEN**

##### **Art. 7.**

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen verkregen in deze collectieve arbeidsovereenkomst slechts effectief zullen worden toegekend aan de werknemers voor zover de Regering van de Franse Gemeenschapscommissie volledig de overgangsmaatregel uitvoert bedoeld in punt D (eenmalige premie 2018) van het akkoord van de non-profit gesloten op datum van 18 juli 2018 en de paritaire operator die door haar wordt belast met het verzamelen van de gegevens van de werkgevers en werknemers, het berekenen en storten van het bedrag van de subsidie bestemd om het bedrag van de premie en de betreffende werkgeverslasten te dekken zijn verplichtingen die voortvloeien uit de overheidsopdracht toegewezen op datum van 22 november door de COCOF ten volle uitvoert. 2018

##### **Art.8.**

Het intern overlegorgaan zal een kadaster ontvangen van de werknemers die uitgesloten zijn van het recht op de premie met toepassing van artikel 2 §2 en van de criteria die de uitsluiting rechtvaardigen.

#### **HOOFDSTUK VI: GELDIGHEIDSDUUR**

##### **Art. 9.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2018. Zij wordt gesloten voor bepaalde tijd en houdt op van kracht te zijn op 31 oktober 2019.